



CTPL FILIERE GESTION PUBLIQUE DU 9 OCTOBRE : **CLAP DE FIN**

Le 9 octobre 2009 s'est tenu à la TG qu'il convient maintenant d'appeler « Site Arago », le dernier CTPL Gestion publique, puisque la DDFIP sera créée officiellement le 1^{er} novembre 2009, et qu'un CTP unique sera mis en place.

7 points à l'ordre du jour (dont les questions diverses), déclinés en une multitude de sujets évoqués. Bref, un CTPL interminable, mené au pas de charge, de 9 heures à 14 heures sans interruption !

Nous vous livrons donc un compte-rendu très synthétique des débats.

Pour des informations techniques plus détaillées, nous vous invitons à consulter notre nouveau site web, ouvert désormais depuis la création de la section locale du Syndicat National FO DGFIP

Adresse :

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/066/>

1 - ACTUALITE DU RESEAU :

Création du SIP de Céret le 1er décembre 2009 :

Cette création s'accompagne du transfert d'un emploi de B de la trésorerie vers le SIP, et de la création d'un emploi de cadre A (filierre gestion publique), qui sera l'adjoint du responsable du SIP.

Les mêmes problématiques apparaissent que lors de la création du SIP de Prades, et les mêmes solutions de bric et de broc sont proposées : 1 B transféré, que fait-on en son absence, puisque la Direction Générale a réaffirmé qu'il n'y aurait pas de polyvalence entre les missions de recouvrement et d'assiette, le cadre A n'ayant naturellement pas vocation à accueillir le public ; implantation d'emploi pour la mission recouvrement sur l'hypothèse la plus basse (1 agent pour 1,35 estimé pour la mission recouvrement).

Solution : l'EMR ! qu'il faudra bientôt appeler Equipe Magique de Remplacement !

Nous nous sommes également interrogés sur la pertinence d'une création le 1^{er} décembre, 15 jours avant la dernière grosse échéance. Ne vaudrait-il pas mieux reporter au 1^{er} janvier 2010 par exemple ?

Nous vous informons qu'une enquête sur le ressenti des agents face à la mise en place du guichet fiscal unique et de l'accueil fiscal de proximité va être réalisée. Il faut saisir cette occasion pour donner votre sentiment profond, et que la réalité du terrain remonte à nos « élites ».

*Nous avons voté contre la création du SIP de Céret, en accord avec la revendication de notre syndicat national qui est de réclamer l'arrêt de la mise en place des SIP, qui s'inscrivent dans la politique de la RGPP menée par le Gouvernement **contre** les services publics.*

Gestion des amendes et des taxes d'urbanisme :

Les amendes et TU sont gérées actuellement par la TP du Bd Wilson, qui rejoindra les SIP de la Cote Vermeille en juillet 2010.

Il est prévu de rattacher le recouvrement de ces recettes à la TP de Perpignan municipale, qui déménagerait en 2010 au Bd Wilson où l'Etat est propriétaire, alors que nous sommes locataires à l'Espace Méditerranée.

Les agents de la Municipale sont inquiets à juste titre, et cette opération de rattachement des amendes et des TU à ce poste est une aberration.

Nous avons lu au nom de la parité syndicale qui s'est unie sur ce point, une motion rédigée par nos camarades FO de la TP Wilson, qui milite pour la création d'un poste comptable spécialisé (retrouvez sur notre site ce document, qui explique en détail la problématique et la revendication).

Les représentants de Sud Trésor ont également lu au nom de la parité syndicale, la motion des agents de la Trésorerie Municipale (voir site).

Devant ce tir de barrage et l'unité de la parité syndicale, l'Administration a décidé de reporter sa décision ... et de faire remonter nos revendications à la Direction Générale.

Regroupement des trésoreries d'Arles sur Tech et de Prats de Mollo :

Ce regroupement avait reçu un avis favorable lors du CTPL du 12 septembre 2008 (nous nous étions abstenus). Mais les fusions de postes comptables avaient été limitées au niveau national pour des raisons plus ou moins claires, l'Administration n'en étant pas à une contradiction près quand il y va de son intérêt ... pas toujours bien compris.

Nous avons demandé à la direction des éclaircissements sur le mode de fonctionnement de cette « antenne » Pratéenne de la future Trésorerie du Haut-Vallespir qui regroupera les 14 communes des cantons d'Arles sur Tech et de Prats de Mollo.

L'Administration nous a répondu que cette antenne serait ouverte les mardis, mercredis et jeudis matin au public comme c'est le cas actuellement.

Devant l'inquiétude des agents d'Arles, il nous a été précisé qu'en l'absence de l'agent qui est affecté actuellement à Prats et de l'EMR (sans doute extensible car elle sera prise également par les SIP), les agents actuels de la Trésorerie d'Arles ne seraient pas sollicités pour garantir l'ouverture au public de cette permanence.

2 - TRAVAUX IMMOBILIERS :

Extension de la Trésorerie d'Arles sur Tech :

Les indispensables travaux d'extension de la Trésorerie d'Arles sur Tech doivent avoir lieu au premier semestre 2010.

L'absence d'une sortie de secours ainsi que la petite dimension de la fenêtre de la cuisine ont été notées par l'Administration qui devrait y apporter les corrections nécessaires.

Aménagement de la TP Hospitalière de Perpignan :

Avec l'arrivée d'une 2^{ème} adjointe le 1^{er} octobre 2009, un bureau a été créé sur l'espace existant. Ces travaux ont été validés par Mme De Lamer. Restent des travaux de peinture en cours.

Réinstallation de la Trésorerie de Cerdagne :

Un projet de réinstallation de ce poste est prévu pour fin 2011. En effet, le maire de Saillagouse veut récupérer les locaux actuels, et envisage le relogement de la trésorerie sur 300 m² ! en rez-de-chaussée avec 12 postes de travail (pour 8 agents !), dans un bâtiment qui serait réalisé dans le cadre d'une opération de logements menée par Roussillon Habitat.

Serait-ce la préfiguration de grandes manœuvres de restructurations dans les hauts cantons ? L'encore TPG nous a juré ses grands dieux que ce n'était pas le cas. Dont acte. Wait and see comme on dit en bon catalan.

Projet d'extension de la Trésorerie d'Argelès sur Mer :

Une extension serait envisagée par le biais d'un local commercial mitoyen qui est à louer. Elle permettrait notamment d'installer l'accueil du public au rez-de-chaussée.

Actuellement, la DG travaille sur une solution qui permettrait de rendre une partie des locaux actuels au propriétaire, pour réduire la surface louée.

Si tout ceci n'aboutissait pas, le TPG s'est engagé à voir le maire pour trouver de nouveaux locaux.

3 - POINT D'ETAPE BUDGET 2009 :

Le budget voté s'élevait à 2.428.181 €, et est exécuté à ce jour à hauteur de 73%, ce qui est dans la norme.

Nous vous faisons grâce ici de tous les chiffres qui nous ont été communiqués, au demeurant fort intéressants et utiles dans l'information des représentants du personnel.

Les représentant FO au CTPL les tiennent à votre disposition (n'hésitez pas à nous appeler si vous avez des questions précises), et nous essaierons dans la mesure du possible de les mettre en ligne sur notre site.

4 - HORAIRES D'OUVERTURE :

Les collègues de la Trésorerie du Boulou ont demandé l'autorisation de fermeture au public le mercredi après-midi. Ce sera chose faite à compter du 1^{er} novembre 2009.

5 - IMPLANTATION D'EMPLOIS :

Il s'agit en fait d'une « régularisation ».

2 emplois de A ont été créés dans le département : au 1^{er} juillet, 1 emploi de TP, qui sera chargé de la Division Budget Logistique dans la DDFIP, et au 1^{er} septembre, 1 emploi d'inspecteur, qui sera l'adjoint du Chef du SIP de Céret.

6 - FORMATION PROFESSIONNELLE :

En 2009, pour le 1^{er} semestre, le ratio par agent est de 3,03 jours.

Ce qui a eu le plus de « succès » : le Guichet Fiscal Unique et le Document Unique des risques professionnels.

Les préparations aux concours sont en augmentation.

Le manque de formateurs se fait sentir. Il serait d'ailleurs souhaitable à tous points de vue que les formateurs soient issus de tous les grades, et non en très grande majorité du cadre A et de manière marginale du cadre C.

Pour fin 2009 et 2010, l'actualité de la formation sera constituée par l'accueil dans les SIP, et la nouvelle offre de service aux collectivités locales, qui impliquera des actions très lourdes de formation. (retrouvez le détail sur notre site)

7 - QUESTIONS DIVERSES :

Jean-Paul DEDIEU a fait un point sur le dispositif mis en place pour assurer la continuité du service et notamment les missions indispensables, en cas de pandémie grippale. Il a bien été spécifié qu'il n'était pas envisagé de télétravail des agents depuis leur domicile.

Ont également été abordés : l'harmonisation des règles de vie quotidienne au sein de la toute prochaine DDFIP (Groupe de travail le 22/10), la situation préoccupante de la Trésorerie de Mont-Louis au regard des effectifs, les problèmes encore en suspens au SIP de Prades.

La parité syndicale a demandé unanimement la tenue d'une CAP de mutations au plan local au 1^{er} janvier 2010, si des possibilités de satisfaire des agents existent.

Au cours de ce CTPL, alors que la discussion portait sur la situation alarmante des effectifs dans le département, la délégation FO DGFIP a abordé « ... pour la première fois de manière solennelle le problème de la souffrance au travail ... » (ce sont nos termes).

Compte tenu de l'actualité, cela n'a pas eu l'heur de plaire dans un premier temps à notre Direction, mais après que nous ayons précisé les choses de manière responsable, et notamment qu'il n'était pas question de provoquer une polémique, mais plutôt d'être extrêmement vigilants sur une question qui malheureusement fait désormais partie de notre quotidien, il a été convenu que ce problème ne doit pas être négligé.

Les représentants FO DGFIP au CTPL :

**Martine LAVAIL, Jean-Yves DE ZUMELZU, Gilles VIDAL,
France LEROY, Gilbert PINOL,
Bernard MARTI (expert filière fiscale)**